



QUE POUVONS-NOUS APPRENDRE DE L'EXPÉRIENCE DE L'ESPAGNE CONCERNANT LA REPRÉSENTATION DE LA VIOLENCE MASCULINE ENVERS LES FEMMES DANS LES MÉDIAS ?*

Pilar LÓPEZ DÍEZ

Auteure et contributrice de plusieurs manuels d'information espagnols sur la violence masculine envers les femmes (RTVE, Público, Cantabria, etc.).

En Espagne, des féministes ont induit un changement de posture face à la manière dont les médias rendaient compte des violences masculines. Pilar Lopez Diaz insiste sur la nécessité de les nommer ainsi afin de ne pas invisibiliser les agresseurs, dans une proposition inspirante qui contribue à déplacer le regard social sur les faits, grâce au langage utilisé dans la presse.

LE LANGAGE EST POLITIQUE

Le langage n'est pas neutre, le langage est politique. Le 25 novembre, parler de la « *Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes* » n'a pas la même signification que parler de la « *Journée internationale contre les hommes violents* », contre les hommes qui maltraitent des femmes sous quelque forme que ce soit, psychologiquement ou physiquement ; par le manque de considération, l'humiliation, le mépris, voire l'agression physique ou le meurtre ; de la violence qui n'est même pas perçue par les femmes elles-mêmes, ni considérée socialement comme un mauvais traitement, mais qui l'est, à celle qui les conduit au meurtre des femmes pour exercer leur pouvoir sur elles.

Le langage est politique et les médias doivent l'utiliser de manière précise

pour qu'il soit efficace ; et le premier slogan ne l'est pas ; il est écrit dans un langage « neutre », où *la réalité est cachée, le fait que ceux qui maltraitent sont des hommes ; des hommes qui agressent parce qu'ils ne veulent pas perdre le pouvoir sur les femmes qui se rebellent contre eux*. Et comme il s'agit d'hommes, et non de cette chose irréelle et éthérée que l'on a appelée « violence contre les femmes », il est pertinent et juste de signaler et de désigner les hommes qui maltraitent. C'est la même chose que lorsque la violence masculine contre les femmes était appelée « violence domestique » ; avec le terme « domestique », tous les types de violence qui se produisent dans l'espace domestique sont mélangés, diluant ainsi la violence de genre ; si nous parlons de violence domestique, nous continuons à cacher l'agresseur masculin. Le langage politique, le langage qui pointe vers la racine du problème, le langage qui veut

changer les structures est un langage engagé ; et le langage engagé n'admet pas les euphémismes.

LE CONTEXTE DOIT ÊTRE PRIS EN CONSIDÉRATION

Deuxièmement, le contexte doit être pris en considération. Les euphémismes, tels que « violence contre les femmes » pour désigner les agressions des hommes qui maltraitent, étaient pertinents il y a des dizaines d'années ; ils étaient nécessaires lorsque nous avons commencé à parler des femmes qui subissaient des violences ; nous voulions lutter contre la violence masculine, mais nous savions que, selon le niveau de conscience des gens, nous ne pouvions pas nous concentrer directement sur les agresseurs masculins. C'est pourquoi, il y a trois décennies, en 1988, même une journée féministe qui réunissait 3 500 femmes en Espagne, à Saint-Jacques-de-Compostelle, s'intitulait

« Contre la violence machiste » ; les agresseurs masculins n'étaient pas interpellés ; mais nous parlons d'il y a trente ans. Il était encore plus logique que, toujours en 1981, avec bon sens, des femmes latino-américaines, pour se souvenir de l'assassinat des trois sœurs révolutionnaires Mirabal, aient proposé l'idée d'ériger le 25 novembre en « Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes » ou « Journée internationale de la non-violence à l'égard des femmes » et l'aient ainsi désigné. Il a fallu dix-huit ans pour que l'ONU donne suite à cette demande, jusqu'en 1999.

Mais aujourd'hui, nous sommes en 2021 et il est nécessaire de faire des analyses concrètes de situations spécifiques. Heureusement, le féminisme a forcé beaucoup de choses à changer dans la société et les grandes mobilisations (en présentiel et en distanciel) qui ont eu lieu, surtout ces trois dernières années en Espagne, nous montrent que nous progressons ; le mot « féministe » a joué des coudes et commence à se normaliser dans certains médias. Un seul exemple : de nombreux médias parlent déjà des hommes qui assassinent et non des femmes mortes. Autre exemple, les 24 personnes participant au Master RTVE-UCM 2020¹, lorsqu'on leur a posé la question, toutes se sont définies comme féministes. Les mobilisations ainsi que la prise de conscience des jeunes femmes obligent les médias à changer de langage. Une raison de plus pour ressentir l'urgence de revoir les politiques afin de continuer à avancer.

D'ARRÊTER DE VICTIMISER LES FEMMES AGRESSÉES

Troisièmement, les différentes versions des slogans utilisés depuis 1981 pour rendre visible ce grave problème, font des femmes agressées, des victimes, comme on les appelle plus communément, les seules protagonistes du discours ; **les femmes sont les sujets passifs d'une violence qui ne découvre pas les agresseurs et qui les victimise à nouveau**, les plongeant dans un état de désespoir et d'absence d'horizons pour les éloigner des mauvais traitements.

Il y a des femmes agressées qui ont pris la parole en public pour demander qu'on ne parle pas autant d'elles et **qu'on vise les sujets actifs qui commettent le crime,**

c'est-à-dire les agresseurs. En 2016, une jeune femme est intervenue lors d'une conférence à Saragosse pour répondre **aux journalistes qui demandaient plus de données pour écrire leurs histoires de vie**, en répondant : « *Peu importe comment nous nous appelons, nous sommes le problème de tout le monde* ». *Ce prédateur aurait pu toucher quelqu'un d'autre... Cela va être difficile pour moi de commencer, mais si vous ne dites pas ce que fait un agresseur, il peut continuer. Son visage doit sortir. Nous devons donner plus d'informations sur un prédateur qui chasse les femmes* ». Les médias, qui ont accepté de participer à la lutte contre les hommes violents, ont mis l'accent sur les femmes, en supposant qu'en les rendant visibles et en en faisant les protagonistes de leurs informations, ils s'engageaient et collaboraient pour que la violence exercée par les hommes diminue et finisse par disparaître. Et cela n'a pas été le cas.

ET COMMENCER, DÈS MAINTENANT, À S'ATTAQUER AUX STÉRÉOTYPES

Nous n'en avons pas fini avec la violence masculine contre les femmes car, bien que des phrases comme « **La violence contre les femmes et les filles est intrinsèquement liée aux stéréotypes de genre qui sont la cause sous-jacente de cette violence et la perpétuent** » (dans ce cas, figurant dans les « Conclusions concertées sur l'élimination et la prévention de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles », de la 57^e session de l'ONU, 2013) soient répétées des milliers de fois, les médias non seulement **n'osent pas identifier** mais n'osent pas non plus expliquer, avec des données concrètes, **le comportement des agresseurs.**

Le mot « stéréotype » est écrit à maintes reprises, mais ce en quoi il consiste en pratique n'est pas expliqué au public. Aucune mention n'est faite des contradictions des agresseurs masculins par rapport au comportement masculin stéréotypé (les hommes doivent être forts, décisifs, indépendants), qu'ils pensent représenter d'une part, et d'autre part, dans la pratique, **en ressentant cette peur et cette insécurité pathologiques qui les conduisent au meurtre lorsqu'ils sont abandonnés.**

Par tous les moyens, la société doit « déshabiller », « dénuder » les hommes qui abusent des traits de personnalité qu'ils

croient avoir et qui leur manquent, pour les démasquer et les mettre face à leurs propres insécurités et contradictions. Dans le même temps, il faut cesser de présenter uniquement des victimes « touchées » par les stéréotypes classiques relatifs aux femmes battues (manque d'esprit de décision, dépendance, faiblesse, émotivité, etc.) car, de cette manière, nous contribuons à renforcer les stéréotypes.

LES ENFANTS, GARÇONS ET FILLES, SONT ÉGALEMENT VICTIMES DE PÈRES VIOLENTS

Si les médias parlent continuellement de la violence contre les femmes, ils oublient les enfants (garçons et filles) qui sont tués par leurs propres parents. En Espagne, de 2013 à 2019, 23 enfants (garçons et filles) ont été tués par leur père, et 187 ont été rendus orphelins par leur mère. Depuis 2013, elles sont considérées comme des victimes de la violence masculine.

PARCE QUE LES HOMMES DOIVENT AUSSI SE BATTRE CONTRE LES ABUSEURS

C'est précisément parce que le féminisme a mis le problème de la « **violence contre les femmes** » à l'ordre du jour politique et social que de nombreuses personnes sont intervenues dans le débat, notamment sur les réseaux sociaux, pour se plaindre que **tous les hommes ne sont pas des agresseurs.** Ne pas discriminer les hommes dans leur ensemble conduit à la confusion et aliène objectivement des compagnons de route possibles et nécessaires dans la lutte contre cette violence masculine. Certes, tous les hommes n'assassinent pas leur partenaire, ce que nous, les féministes, demandons, c'est que le reste des hommes adoptent des positions moins distantes face à ce grave problème et qu'ils fassent preuve, par des déclarations et surtout par des faits, de plus d'empathie et d'engagement. L'ensemble de la société (femmes et hommes) doit s'unir pour rejeter les agresseurs. Comme le soulignent les experts en violence de genre de diverses disciplines, les agresseurs doivent être socialement remis en question, rejetés et l'on constate que, dans ce domaine, aucun progrès n'est réalisé. S'ils ne sont pas nommés et pointés du doigt, il ne faut pas s'étonner que, comme l'a dit un abuseur qui a suivi une thérapie à un journaliste, « Quand je suis sorti de prison et que je

suis rentré chez moi, les gens m'ont traité comme si j'étais la victime ». Il a trouvé ça étrange, choquant. Ce n'est pas étrange.

APPELER LA VIOLENCE DES AGRESSEURS ET DES MEURTRIERS PAR LEUR NOM

Si les médias ne font pas l'actualité en identifiant l'auteur, c'est-à-dire l'agresseur, ils enfreignent la règle fondamentale du journalisme : identifier le « **qui** ». Dans un reportage sur la violence masculine à l'encontre d'une femme, le « **qui** » est le tueur, et non la victime. Gardons cela à l'esprit. Demandons-nous pourquoi nous victimisons la femme abusée ou assassinée, et nous ne découvrons pas à la société qui a commis l'acte. (Ce comportement de la profession journalistique, au moins en Espagne, se produit après les années 90. Selon les données de 1984-88, sur 125 informations recueillies par l'Institut de la Femme, 91 % identifiaient l'agresseur. Ils ont fourni les données des agresseurs avec des ressources, comme la profession (par exemple, un ingénieur aéronautique est identifié avec son nom. À l'époque, les meurtriers ont également été identifiés comme étant des militaires, des policiers et des gardes civils. Nous devons nous demander pourquoi ce type d'assassins n'a plus été identifié et les médias ne les qualifient jamais de criminels – ils commettent un crime –, de délinquants – ils ont commis un crime –, etc.).

De cette façon, la profession journalistique contribue à ralentir la solution du problème, en n'appelant pas le problème par son nom, en éloignant sa solution. Selon l'enquête, la grande majorité des agresseurs condamnés ne se considèrent pas coupables de la violence qu'ils exercent et attribuent les sévices qu'ils exercent sur les femmes au comportement de ces dernières, « qui leur tapent sur les nerfs », qui ne font pas ce qu'ils veulent qu'elles fassent. Comme l'a dit un autre homme condamné pour violence sexiste au journaliste dans le même rapport de 2011 : « Je ne savais pas que j'étais une personne violente ». Pour qu'ils se perçoivent comme des agresseurs, étape essentielle pour commencer à résoudre le problème, il est nécessaire que, de l'extérieur, fondamentalement de la politique, des politiques sociales, des médias, etc., leur comportement soit réprouvé et qu'ils soient désignés comme les responsables de la violence qu'ils exercent sur

les femmes parce qu'ils ne veulent pas perdre leur pouvoir sur elles.

Les sœurs Mirabal, assassinées en 1960, il y a plus de soixante ans, célébreraient sûrement le changement de paradigme et recommanderaient aujourd'hui que les abuseurs et les meurtriers soient ciblés, identifiés, démasqués, réprouvés et, si nécessaire, condamnés afin de changer les relations de domination et de subordination qui prévalent encore aujourd'hui entre les hommes et les femmes. ■

* Traduit de l'espagnol vers le français par Sigrid DIEU, membre du Comité de rédaction.

1 Master en radio organisé par l'Université Complutense de Madrid et la Radio Nacional de España

Le 8 mars 2021, Madame Rosa Hernández de Grullón, Ambassadeur de la République Dominicaine en France, a inauguré une plaque commémorative en l'honneur des sœurs Mirabal, célèbres sœurs résistantes assassinées sous la dictature de Trujillo, le 25 novembre 1960.

